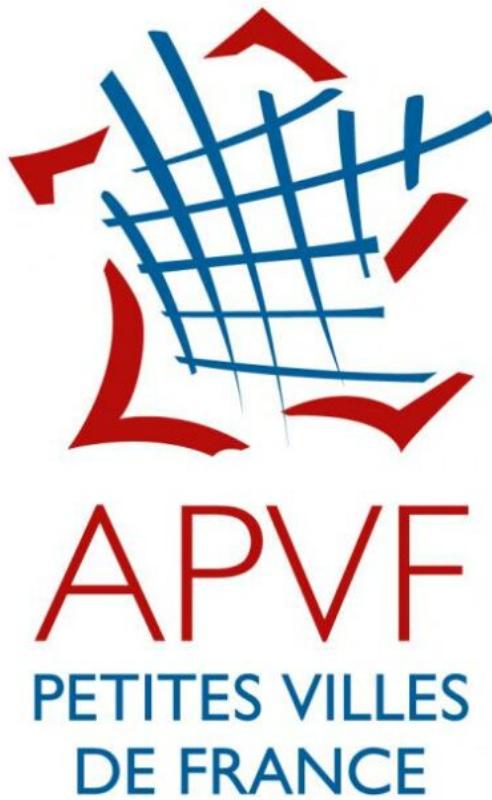


Ecrit par le 10 février 2026

Budget de l'État : les maires des Petites villes de France sont inquiets



Le Bureau de l'Association des petites villes de France (APVF) s'est réuni le mardi 12 mars dernier afin ses inquiétudes face à la menace de nouvelles mesures d'économies impactant les collectivités territoriales.

L'État a déjà procédé à la suppression de 10 milliards d'euros de crédits sur son budget. Il y a notamment eu une diminution importante des crédits alloués au Fonds vert et à la transition écologique, ce qui aura un impact important sur l'action des collectivités territoriales dans ce domaine.

Ainsi, l'APVF indique qu'une politique de réduction de la dépense publique aura des effets particulièrement nocifs en termes de croissance et d'emploi et ne sera pas sans conséquences sur le

Ecrit par le 10 février 2026

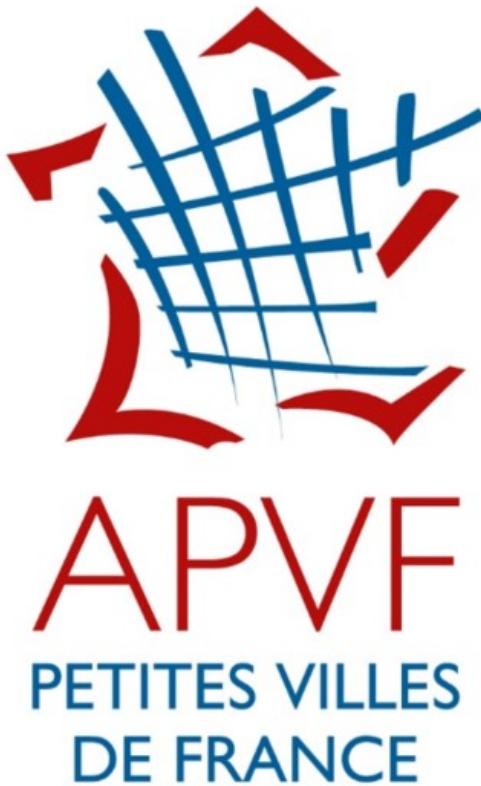
fonctionnement de certains services publics indispensables à la cohésion sociale.

Les maires des Petites villes sont inquiets quant à la dérive des déficits et à la nécessité de maîtriser la dette publique. L'APVF rappelle que les collectivités territoriales assument plus de 20% des dépenses publiques et ne sont responsables que de 9% de la dette publique. Elle insiste également sur le fait que les maires font constamment preuve de leur qualité de bons gestionnaires et qu'ils se sont engagés dans des politiques de travaux et de modernisation. Ainsi, à deux ans de la fin de leur mandat, il leur paraît inconcevable de faire machine arrière.

« Les collectivités territoriales ne peuvent être de simples variables d'ajustement des stratégies budgétaires et fiscales de l'État, ajoute l'Association dans un communiqué. Nous appelons le Gouvernement à cesser la politique du fait accompli en matière de relations financières entre l'État et les collectivités, et à mettre en œuvre une vraie concertation avec les associations d'élus. »

Bollène, Monteux, Courthézon : les maires vauclusiens à l'honneur aux assises des Petites Villes de France

Ecrit par le 10 février 2026



[Anthony Zilio](#), maire de Bollène vient d'être réélu au bureau de [l'Association des Petites Villes de France \(APVF\)](#). L'élection de l'élu vauclusien s'est déroulée à l'occasion des 25e assises de l'association qui se sont tenues à Millau dans l'Aveyron les 1^{er} et 2 juin derniers.

Deux autres maires du département ont aussi été mis à l'honneur : [Christian Gros](#), maire de Monteux, a été réélu au conseil d'administration alors que [Nicolas Paget](#), maire de Courthézon y fait son entrée.

1 200 communes adhérentes

Présidée par [Christophe Bouillon](#), maire de Barentin en Seine-Maritime, l'APVF qui fédère depuis 1990 les petites villes de 2 500 à 25 000 habitants afin de promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire, regroupe plus de 1 200 communes adhérentes.

Durant ces assises, les élus présents ont pu évoquer les enjeux actuels liés à l'avenir de leurs communes comme le financement de la transition écologique et énergétique, la désertification médicale, la mobilité, la ré-industrialisation et la revitalisation dans un contexte de sobriété foncière. Par ailleurs, un autre sujet majeur s'est invité à ce congrès : celui de la montée des violences que subissent les élus dans un contexte de crise démocratique.

Ecrit par le 10 février 2026

Nombreux échanges entre élus

Dans ce cadre, les maires des petites villes ont pu aussi échanger avec Carole Delga, ancienne ministre, présidente du Conseil régional d'Occitanie, présidente de Régions de France, François Bayrou, ancien ministre, maire de Pau, haut-commissaire au plan et secrétaire général du Conseil national de la refondation et les ministres, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, Dominique Faure, ministre déléguée aux collectivités territoriales ainsi qu'Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des professions de santé.

L.G.